
COMPTES RENDUS

Philippe Hugon et Pierre Salama (dir.), *Les Suds dans la crise*, Revue Tiers Monde, hors-série, 2010, 220 p.

Si la littérature est abondante pour expliquer les causes de la crise mondiale de 2008-2009 et ses conséquences sur les pays occidentaux, plus rares sont les analyses consacrées à son impact dans les pays du Sud¹. L'exercice est peu aisé, dans la mesure où il convient de comprendre la crise elle-même, dans ses différentes dimensions, avant d'en saisir les canaux de transmission particuliers vers des pays en développement très hétérogènes face à ce choc.

L'ouvrage propose en ce sens deux grandes parties. La première est principalement consacrée à la crise elle-même, « globale, monétaire, financière, économique... systémique »: genèse, dimension structurelle, implications sur l'attractivité des pays en développement. La deuxième partie s'attache à détailler l'impact de la crise par grandes régions : Amérique latine (à travers les exemples de l'Argentine, du Brésil et du Mexique), l'Asie émergente et l'Afrique. Les crises alimentaires et le changement climatique dans « les Suds » sont également abordés.

L'intérêt de la première partie est de dresser le portrait de la crise, au-delà des ses causes immédiates et bien connues (bulle et retournement du marché immobilier américain, subprimes...). Pour P. Salama, c'est l'entremêlement des effets des globalisations commerciale et financière qui explique le développement de la crise. Pour P. Hugon, l'analyse par juxtaposition des conjonctures nationales est insuffisante et doit passer par le croisement des évolutions des territoires et des stratégies des firmes multinationales par grands secteurs, en intégrant les interdépendances qui se jouent au niveau régional.

La contagion de la crise relance également le débat sur le découplage de l'économie mondiale (« déconnexion » des cycles économiques entre les pays du Sud et les pays du Nord). Si le découplage a plutôt été infirmé au début de la crise (nombreux marchés financiers des pays en développement touchés, impact de la baisse de la demande des pays du Nord sur les exportations des pays du Sud, raréfaction du crédit...), la sortie de crise pourrait au contraire confirmer cette thèse pour les grandes économies émergentes (asiatiques notamment), relativement attractives face aux marchés moins porteurs des pays avancés.

Les analyses proposées dans la deuxième partie par grandes régions sont particulièrement instructives, d'autant plus que la compréhension de l'impact de la crise renvoie à leurs différentes stratégies de développement et cristallise leurs forces et leurs faiblesses.

¹ On peut cependant consulter avec intérêt le rapport de la Banque mondiale : Commission on Growth and Development, 2010, *Post-Crisis Growth in Developing Countries*, World Bank.

En Asie, la plupart des pays réussissent à conserver des rythmes de croissance élevés, en s'appuyant notamment sur des facteurs internes et des coopérations régionales leur permettant de réduire leur dépendance au système global. J-R. Chaponnière rappelle cependant que, si l'on suit notamment Stiglitz dans une de ses déclarations en 2009, ce sont dans une certaine mesure les pays d'Asie qui sont à l'origine de la crise : traumatisés par la crise de 1997, ils ont accumulés des réserves importantes qui sont allées s'investir aux Etats-Unis, dynamisant l'économie américaine et creusant son déficit courant. La crise proviendrait ainsi davantage d'un excès d'épargne des pays émergents que d'une faiblesse de l'épargne américaine... Sur le plan des mécanismes, le commerce international a été le principal vecteur de transmission de la crise vers les pays émergents. Pour l'Asie, la particularité vient de la simultanéité de la chute de la production industrielle aux Etats-Unis, en Chine, à Singapour, en Corée, à Taïwan et en Thaïlande. La fragmentation des processus de production (et la place prépondérante de l'Asie dans ces processus) a engendré, à partir d'une contraction de la demande aux Etats-Unis, une chute de la demande chinoise de biens intermédiaires dont une grande partie des fournisseurs est en Asie. Commencée au dernier trimestre 2008, la contraction des exportations a été forte, mais la reprise se fait sentir dès le dernier trimestre 2009 avec le redressement des importations américaines de biens durables. La croissance a été d'autant plus impactée en 2009 que les économies asiatiques sont plus ouvertes et qu'elles exportent davantage de biens manufacturés : -5% à Singapour, -6% en Malaisie et en Thaïlande, -3,4% en Corée, -8,4% à Taïwan... L'Inde, l'Indonésie ou le Viêt-Nam, du fait de leur moins grande implication dans le système de production asiatique, ont échappé à la récession. Les plans de relance ont dépassé les 1 000 milliards de dollars dans la région, suivant des montants variables en fonction des marges de manœuvres disponibles des pays (relativement élevés en Chine, en Corée, à Singapour et en Malaisie, plus modestes en Thaïlande, en Indonésie, aux Philippines ou en Inde). Globalement, le découplage est très net : avec une croissance de 6% en 2009, l'Asie émergente est loin de la situation des pays industrialisés dont le PIB s'est contracté de 4%.

En Amérique latine, de manière générale, H. Ben Hammouda et M. Sadni Jallab expliquent que « près de la moitié des dynamiques de croissance dans cette région trouvent leurs origines dans les dynamiques de l'économie américaine et de l'environnement global ainsi que dans les cours des matières premières et les conditions d'accès au financement international ». P. Salama insiste sur la situation préoccupante de l'Argentine, du Brésil et du Mexique sur le plan de la « qualité » de leur croissance. Globalement, ces pays n'ont pas réussi, comme en Asie, à faire évoluer leurs spécialisations en phase avec les bouleversements majeurs de l'économie mondiale de ces 25 dernières années (TIC, innovations financières...). En résultat, les exportations progressent, mais au même rythme que les exportations mondiales. Au Brésil par exemple, la part de marché dans le commerce mondial est restée stable entre 1988 et 2008 (de 1 à 1,2 %) alors que, durant la même période, celle de la Chine passait de 1 à 8,9 %. Il y a donc en Amérique latine à la fois une plus grande sensibilité à la conjoncture internationale du fait de l'ouverture croissante et une plus grande vulnérabilité du fait d'une spécialisation sur des biens peu sophistiqués et de la

faiblesse de la coopération régionale. Les grandes économies d'Amérique du Sud résisteront cependant probablement mieux à la crise que les petits pays d'Amérique centrale et des Caraïbes grâce à leurs importants marchés domestiques pouvant permettre une relance par la demande interne.

L'Afrique sera la région la plus touchée par la crise, ne disposant pas des filets de sécurité lui permettant de faire face aux chocs externes. La crise mondiale affecte l'Afrique par trois canaux principaux. Par le canal commercial et productif tout d'abord : la baisse de la demande mondiale réduit les exportations africaines en volume, mais aussi en valeur (du fait notamment de la baisse des prix des matières premières), ce qui se répercute sur les réserves de devises et les recettes budgétaires et ralentit les projets d'investissements dans les domaines pétroliers, miniers ou agricoles. Le canal financier ensuite : relativement déconnectée à court terme de la crise financière du fait de sa faible intégration au système financier mondial, l'Afrique subit néanmoins plusieurs effets financiers : chute des transferts des migrants (d'environ 1 milliard de dollars), baisse des investissements étrangers, restriction du crédit de la part des filiales des banques multinationales, redéploiement de l'aide vers les prêts au détriment des dons... Enfin, le canal de l'instabilité : la large dépendance des économies africaines à la volatilité des prix pétroliers, agricoles et alimentaires, accroît les risques des investisseurs et joue comme amplificateur de la crise. Globalement, pour l'année 2009, l'Afrique devrait voir son taux de croissance baisser de 5,7 à 2,8%, son taux d'épargne de 24,5 à 17,6%, son taux d'exportation de 40,8 à 32,1% et subir une aggravation des déficits de la balance extérieure et du budget. P. Hugon souligne cependant la nécessité d'aller au-delà de ces statistiques macroéconomiques qui négligent la part importante de l'économie informelle. La crise risque également d'accroître la pauvreté et la vulnérabilité des populations, éloignant encore plus l'Afrique des Objectifs du Millénaire pour le Développement : la mortalité infantile pourrait ainsi toucher 700 000 enfants de plus en 2009 et accroître la population en deçà du seuil de pauvreté de 10%, à 550 millions. Il convient aussi de différencier les effets de la crise par pays ou au moins par grandes régions du fait de l'hétérogénéité des économies africaines. Il en est de même pour l'après crise dans la mesure où « les formes de résilience diffèrent fortement selon les dynamiques endogènes et les modes d'intégration à l'économie mondiale ». P. Hugon propose en particulier une typologie en 6 groupes de pays combinant les critères structurels et conjoncturels de vulnérabilité face à la crise : les petites économies ouvertes (Maroc, Tunisie...), les pays pétroliers rentiers à régime extraverti (Congo, Tchad, Algérie, Nigéria...), les pays rentiers miniers et forestiers (RDC, Zambie...), l'Afrique du Sud et ses voisins, les pays agro-exportateurs relativement diversifiés (Côte d'Ivoire, Ghana, Kenya...), les pays les moins avancés (Burkina Faso, Mali, Sénégal...).

On constate, comme on pouvait s'y attendre, une grande diversité des réactions et des effets différenciés de la crise sur les pays en développement. H. Ben Hammouda et M. Sadni Jallab notent aussi que l'ouvrage « remet en cause le consensus ambiant sur le fait que la crise ne touchera que modérément [les pays pauvres] du fait de leur grande marginalisation dans le système global ».

L'ouvrage s'avère finalement aussi complet que peut l'être ce tour du monde du développement en 220 pages, pédagogique sans sacrifier l'analyse

des mécanismes, précis et bien documenté sur les aspects conjoncturels tout en gardant le recul nécessaire à ce type d'analyse.

Christophe Van Huffel
LEAD, Université du Sud Toulon-Var